



## Les médias dans la tourmente

# Donner une chance à un nouveau journalisme

page 3

Les journalistes paient un tribut sévère à un phénomène qui leur échappe, celui des revenus.



### SOMMAIRE

- |    |                            |    |  |
|----|----------------------------|----|--|
| 02 | aide indirecte à la presse | 08 | 290 postes supprimés                     |
| 03 | éditorial                  | 10 | la région rachetée                       |
| 04 | pv de l'assemblée générale | 11 | heidi.news 2 <sup>e</sup> meilleur média |
| 06 | les rapports               | 12 | admissions, démissions, décès...         |

# L'aide indirecte à la presse relancée

**Le Conseil national augmente l'aide à la presse écrite régionale, en difficulté face au numérique. Plus 45 millions pendant sept ans.**

Dans le brouillard, une lueur. Elle vient du Conseil national qui était plutôt affirmatif lors du vote final jeudi 26 septembre 2024: à 126 voix contre 61. Il compte donner un coup de pouce à la presse écrite régionale. Voilà qui va contre l'avis du Conseil fédéral, qui ne voulait rien savoir d'une augmentation de l'aide indirecte à la presse. Reste une incertitude, grande, quant à la confirmation du Conseil des Etats.

La conseillère nationale fribourgeoise Christine Bulliard-Marbach (Centre) est contente. A l'origine de cette initiative, elle estime que le signal donné est excellent pour la diversité des médias, surtout dans les régions. «La presse et sa pluralité nous permettent de vivre dans une vraie démocratie», rappelle-t-elle. «Ces moyens devraient aussi épauler les médias dans leur transformation délicate de l'imprimé au digital. Ils doivent aussi participer au maintien d'une bonne qualité du journalisme dans notre pays», espère-t-elle.

## 45 millions de plus

La volonté du Conseil national, concrètement: une augmentation de 15 millions de francs (à 45 millions) pendant sept ans de l'aide indirecte à la presse, ainsi qu'un nouveau soutien à la distribution matinale des journaux par des entreprises spécialisées (autres que La Poste) de 30 millions par année. Contrairement au train de mesures refusé par la population en 2022. Seuls les journaux ayant un tirage de moins de 40 000 exemplaires seraient aidés (100 000 pour les réseaux de titres). A noter que la presse bénéficie déjà d'un taux réduit de TVA à 2,6%.

Pour Christine Bulliard-Marbach, l'augmentation du soutien à la distribution matinale est primordiale. «Ce service est un confort pour les lecteurs et, surtout, il permet à une publication de maintenir la valeur de ses contenus, qui diminue au fil de la journée», se réjouit-elle.

Bémol, selon elle: le Conseil national a sucré l'aide à la presse associative et à la presse des fondations, soutenues jusqu'à maintenant à hauteur de 20 millions de francs. Derrière ce choix, un message: aider la presse, oui, mais en restant responsable dans un contexte de finances fédérales tendu. Finalement, l'opération se solde par des dépenses supplémentaires de 25 millions de francs.

## Un bien comme un autre

Au Conseil national, c'est surtout l'élu UDC Gregor Rutz qui a mené l'opposition à grands coups d'arguments libéraux. «Les médias sont des entreprises de droit privé qui créent des emplois, offrent des prestations et doivent gagner de l'argent», a-t-il argumenté. Pour lui les défis auxquels font face les médias existent aussi dans d'autres branches. De ce



Avant la fin du papier, la presse a besoin d'aide.

point de vue, un soutien augmenté à un domaine en particulier ne se justifie pas. Son parti l'a suivi, sauf la quasi-totalité des UDC romands qui se sont passé le mot pour défendre les médias de leurs régions.

Le contexte de ce vote est plutôt particulier avec, ces derniers temps, des annonces de suppression de postes dans un grand nombre de rédactions. Dernières en date, la concentration des rédactions romandes et la réduction de postes chez TX Group (ex-Tamedia, 55 équivalents plein-temps), à la RTS (55) et à la SRF (75). Depuis des journalistes descendent dans la rue, des personnalités du monde culturel font part de leur indignation et, le 23 septembre dernier, même la ligue nationale de hockey a écrit à TX Group pour alerter sur l'abandon des comptes rendus de matches dans les journaux imprimés du lendemain.

## Suite de votation

L'initiative de Christine Bulliard-Marbach vient directement du refus populaire de l'aide aux médias en 2022. Plusieurs élus de différents partis avaient alors décidé de reprendre des éléments non contestés lors de la campagne. En plus de la loi approuvée par le Conseil national, d'autres initiatives sont toujours en cours de traitement. Comme celle de la centriste Isabelle Chassot, qui demande un soutien aux agences de presse d'importance nationale (telles que Keystone-ATS) et au Conseil suisse de la presse (organe d'autorégulation des médias).

Réjouissante pour la presse, la décision du Conseil national doit encore obtenir l'aval du Conseil des Etats. Or, comme la plupart des dossiers traités aux chambres, l'ombre des coupes budgétaires plane. En commission, le principe d'une aide à la presse a déjà été approuvé. Reste à savoir si le plénum suivra.

Guillaume Chillier  
ESH Médias - La Liberté  
28 septembre 2024

# Donner une chance à un nouveau journalisme

Le paysage des médias traditionnels évolue, vite et dans le mauvais sens. Des licenciements et des restructurations se suivent et, malheureusement, se ressemblent. La cause ne surprendra personne: les revenus baissent. On peut discuter du bien-fondé d'entreprendre de dégraisser des rédactions quand les comptes révélés au public sont encore intéressants pour les propriétaires et les actionnaires. Ce questionnement provient d'anciennes pratiques, qui datent du siècle passé, voire avant. Les journaux faisaient partie d'un tout, souvent avec une imprimerie, et ils étaient créés par des personnes ou des groupes qui désiraient un moyen d'information et acceptaient de la payer. Soutenus par des capitaux peu exigeants quant aux rendements, ils ont pu fleurir au cours des années, apparaissant et disparaissant au gré des variations de l'intérêt du public et des initiateurs. La presse s'est peu à peu concentrée, peu à peu détachée des courants politiques. Est-ce un bien? Entendre dire que «tous les journalistes sont de gauche» montre que ce n'était pas si mal d'avoir des journaux marqués d'un côté ou de l'autre de l'échiquier politique. De nos jours, tout lecteur aura une opinion pour classer telle ou telle plume, tel ou tel personnage de télévision ou de radio dans le camp dont il croit percevoir la sensibilité. Les médias eux-mêmes se défendent de toute obédience à quelque courant que ce soit. Pourtant, l'ambiance est là. Elle porte un nom: la méfiance.

Les journalistes paient un tribut sévère à un phénomène qui leur échappe, celui des revenus. La publicité a disparu, avalée par des géants mon-



diaux actifs sur tous les réseaux. Les abonnements ne résistent plus. La baisse générale des moyens affecte les effectifs. Personne ne saurait dire à quel bas niveau le nombre de journalistes nécessaire se réduira.

Le métier, dans ses bases, ne change pas. Il reste à inventer une formule qui lui soit liée, permettant de redonner confiance. Confiance dans la personne qui signe ses articles ou ses émissions, confiance dans le média qui les diffuse. Ce nouveau journalisme est la seule voie qui redonnerait au public l'envie, voire susciterait le besoin, de payer pour s'informer. Il passe par une formation plus adaptée, par une prise de conscience des médias eux-mêmes, et de leurs patrons, afin de créer, chacun de leur côté, puis ensemble, un contexte favorable à cette transparence. Le journalisme se cherche. Dépersonnalisé pour une bonne part, par la faute des agences, il demande un retour à l'affirmation de soi. Oui, un journaliste qui a un nom, qui ose se décrire, se définit par des opinions, c'est une personnalité engagée. Cette manière de redonner à l'individu une place en vue paraît indispensable, et le seul moyen d'équilibrer cette balance où pèsent trop lourd, d'un côté, les multitudes de personnages s'exprimant partout et sur tout, contre la légèreté du nombre des professionnels de l'information, et leurs diffuseurs en recherche de financement.

Gil Egger, président

## EN BREF

### Biel Bienne

#### Un nouveau responsable Francophone

Journaliste et politicien, Mohamed Hamdaoui a annoncé, sur Facebook, qu'il devenait responsable de la rédaction francophone de l'hebdomadaire *Biel Bienne*. Il remplace Renaud Jeannerat (à droite sur la photo *Biel Bienne*), qui a dû soudainement s'arrêter en raison de graves problèmes de santé. «J'avais déjà l'habitude de le relayer pendant ses congés ou absences et je me suis naturellement mis à disposition cette fois-ci» explique Mohamed Hamdaoui.

Cette annonce survient au moment du dépôt officiel des candidatures pour les élections biennoises (juillet 2024). Le politicien centriste, qui siège déjà au Conseil de ville, a brigué un nouveau mandat en septembre. «Je ne vais pas me retirer de la politique. Depuis 12 ans que je suis élu, au Législatif de Bienne ou du Canton, je n'ai jamais mélangé les genres et je ne vais pas changer», assure-t-il.

De même, celui qui collabore aussi régulièrement pour *Le Journal du Jura et Ajour*, ne compte

pas ralentir le rythme. «Tout est question d'organisation. Ayant la chance de pouvoir faire du télétravail, je peux m'arranger et assumer toutes mes responsabilités sans que l'une empiète sur l'autre», confie-t-il. Dans tous les cas, il promet de rendre son fauteuil à Renaud Jeannerat lorsque celui-ci reviendra. En attendant, il le lui «garde au chaud».

Julie Gaudio - *Journal du Jura*



# Procès-verbal de la 54<sup>e</sup> assemblée

La 54<sup>e</sup> assemblée générale statutaire de ch-media a eu lieu le jeudi 13 juin 2024 à l'Hôtel de La Paix à Lausanne.

Le président Gil Egger ouvre la 54<sup>e</sup> Assemblée générale statutaire de **ch-media** à 18h30, en saluant chacun et propose l'ordre du jour suivant:

1. Accueil - liste de présences
2. Adoption du PV de l'assemblée du 9.06.2023  
(publié dans notre journal «automne 2023»)
3. Rapport du président
4. Rapport du caissier, comptes 2023
5. Rapport des vérificateurs des comptes
6. Rapport des commissions
7. Discussion et approbation des rapports
8. Election complémentaire au Comité
9. Présentation des nouveaux membres de ch-media
10. Propositions individuelles et divers

L'ordre du jour est accepté sans modification

## 1. Accueil – liste de présences



Le secrétaire général Francesco Di Franco

Après les souhaits de bienvenue le président Gil Egger prie d'excuser l'absence du vice-président Rémy Gilliand, du président de la section de langue italienne Giovanni Galli, de Mme Dominique Rappaz et Michel Pilet, membres du Comité.

Le secrétaire Francesco Di Franco indique que 26 personnes ont signé la liste de présences, dont 17 RP (inscrits au registre professionnel de **ch-media**) et 9 actifs non-RP. 201 membres se sont excusés.

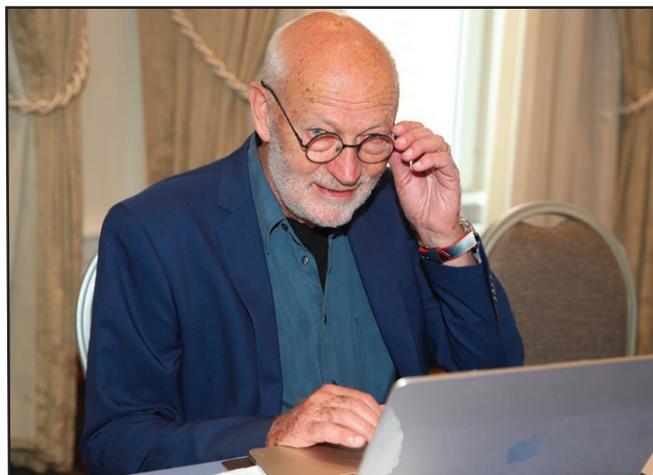
## 2. Adoption du PV de l'assemblée du 9.06.2023

Le procès-verbal de l'assemblée générale statutaire du 9 juin 2023 publié dans notre journal, édition «automne 2023» a été adopté sans modification et avec remerciements à son auteur.

## 3. Rapport du président

Le président donne lecture du rapport du secrétaire qui fait mention de l'effectif détaillé des membres au 31 mai 2024:

- |   |     |
|---|-----|
| • Membres inscrits au registre professionnel:     | 277 |
| • Membres non-inscrits au registre professionnel: | 104 |
| • Membres stagiaires:                             | 11  |
| • Membres associés passifs:                       | 19  |



Le président Gil Egger

photos: © www.photos-people.ch

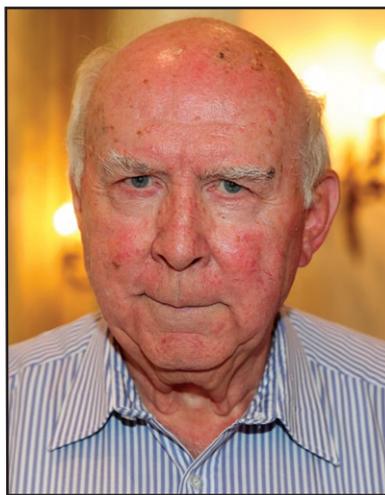
## Sont décédés:

- M. Bernard Trösch, RP, Rapperswil, membre depuis 1998.
- M<sup>e</sup> Paul-Arthur Treyvaud, RP, Yverdon-les-Bains, membre depuis 2002, administrateur de **ch-media**
- M. Gérard Bucher, RP, Puidoux, membre depuis 2010
- M. José Bessard, RP, Kehrsatz, membre depuis 2012, membre du Comité de **ch-media**

Au total ce sont 411 membres dont 25 de langue alémanique, 55 italienne et 331 française.

De juillet 2022 à fin mai 2023, le Comité – sur la base des recommandations de la Commission des candidatures – a ratifié 13 admissions, 19 démissions et 14 radiations.

Un résumé du rapport prononcé par le président Gil Egger est publié en page 7.



Le caissier Jean-Hugues Schulé

## 4. Rapport du caissier, comptes 2023

Le caissier Jean-Hugues Schulé relève que les comptes d'exploitation de l'année 2023 bouclent avec une perte de CHF 2727,91.

## 5. Rapport des vérificateurs des comptes

En l'absence de Roger Juillerat et Patrick Wurlo, vérificateurs des comptes, le caissier Jean-Hugues Schulé



Les participants à l'assemblée à l'écoute du Comité.

lit leur rapport. Les vérifications d'usage ont été faites le lundi 22 mai 2024 avec Roger Juillerat, Patrick Wurlod en présence du caissier à Yverdon-les-Bains. Ils relèvent avoir contrôlé différentes pièces comptables et confirmer l'exactitude des montants relevés et l'existence des actifs au 31.12.2023. Puis, le caissier donne lecture du rapport de l'organe de révision de la fiduciaire Michel von Arx qui propose de donner décharge au caissier, aux vérificateurs des comptes et au Comité.

#### 6. Rapport des commissions - Commission éthique

Un résumé du rapport prononcé par le représentant de la Commission éthique, Boris Engelson est publié en pages 6 et 7.

#### 7. Discussion et approbation des rapports

Le président soumet les différents rapports pour approbation. Ils sont tous approuvés à l'unanimité avec remerciements à leurs auteurs.

#### 8. Election complémentaire au Comité



Jémémy Seydoux, élu au Comité de ch-média.

Le Comité propose la candidature de Jémémy Seydoux pour compléter le Comité. Rédacteur en chef depuis deux ans de *Léman Bleu*, il pourrait ainsi représenter aussi bien la région de Genève que les médias audio-visuels. Il est élu par acclamations.

#### 9. Présentation des nouveaux membres de ch-media

Il n'y a pas de nouveaux membres présents.

#### 10. Propositions individuelles et divers

Jonas Follonier présente le nouveau site internet de **ch-media**, mis en ligne ce jour. Il se veut plus clair plus dynamique avec divers menus, présents également dans l'ancienne version.

Seule la version française du site est en ligne. Les versions allemande, italienne et anglaise sont en cours d'élaboration.

Jonas Follonier a représenté **ch-media** le 28 février 2024 à l'OFCOM (Office fédéral de la communication) à Bienne où étaient



Jonas Follonier a présenté le nouveau site internet.

également représentées les autres faïtières de journalistes dont le but était de débattre d'un programme international de protection des journalistes, voulu par l'ancienne présidente de la Confédération, Mme la Conseillère fédérale Simonetta Sommaruga. Un débat qui a tourné court car toutes les faïtières ont préféré maintenir le statu quo.

Le président Gil Egger remercie chacun pour leur participation, lève l'assemblée à 19h16 et invite les membres à partager un repas au restaurant de l'hôtel de La Paix.

Francesco Di Franco  
Secrétaire général

# L'éthique s'use en moins d'un an

Faut-il chaque année écrire sur «l'éthique médiatique», ou est-ce juste un rituel pour se dire qu'on a fait son devoir? Au moment de faire son rapport, le soussigné – en cherchant ses sujets – se dit d'abord «rituel»; mais très vite, des alertes sonnent dans sa tête, et à la fin, il ne sait plus par où commencer.

Les choses urgentes ou nouvelles à dire, d'une année à l'autre, sont de deux ordres: d'une part, les cas concrets qui ont défrayé la chronique, et qui sont propres à l'année écoulée; d'autre part, l'angle sous lequel on voit l'éthique, dont le sens change au fur et à mesure qu'on résout des cas passés et qu'on est surpris par les cas nouveaux.

Si l'éthique du journaliste – du temps où il se nommait «publiciste» – avait pour b-a-ba «ne pas être vendu», ou «ne pas accuser (ou encenser) sans preuves» (bref, bien enquêter), ces règles de base ne suffisent pas dans l'actualité du XXI<sup>e</sup> siècle; d'autant qu'avec le web, on est passé d'une info de la rareté à une info du déluge: c'est alors moins ce qu'on dit que ce qu'on omet qui recèle le biais (inconscient, en général).

## Les limites du journalisme «d'investigation»

Deux exemples – on y reviendra – sont les deux drames qui agitent la planète ces temps: imaginons un journaliste parfait, tant par ses scrupules moraux que par sa culture politique; les faits mis en avant par les deux camps sont le plus souvent vrais... et on pourrait en sus interviewer chaque habitant de tout le Proche et Moyen Orient... cela n'aide pas à formuler un verdict: des films de fiction comme celui du Liban «L'insulte» ou celui du Soudan «Good bye Julia» en disent plus long que tout ce qu'a pu dire nos grands titres ou petits écrans. A savoir qu'il y a des vérités bonnes à dire et d'autres, bonnes à taire, mais qu'au fond, il n'y a pas de solution (phrase qu'aucun intello n'aime). On pourrait même dire que l'éthique, c'est le dilemme, et dans le dilemme, il n'y a pas de «happy end».

## Deux dimensions, est-ce la réalité ?

Une autre manière de faire face à de tels dilemmes fut évoquée (par l'ambassadeur français au numérique) lors du dernier Sommet mondial sur la société de l'information: «Pendant des générations, les Etats-Unis avaient une loi forçant tout média à résumer dans un encadré les faits et arguments adverses». La loi fut abrogée sous Ronald Reagan, non pas pour imposer une pensée unique, mais en raison de la multiplicité des médias qui garantissaient une pluralité d'information. Et de nos jours, quand un article défend une thèse ou livre des faits gênants, citer le lien web de ceux qu'on critique empêche la dictature d'une pensée unique. Bref, la loi américaine évoquée plus haut ne serait plus praticable de nos jours; mais son principe peut nous inspirer encore.

## Les puces sont-elles éthiques

Une autre manière d'avoir des regards croisés, c'est de lire des livres démodés: au marché aux puces se trouvent ainsi tous les points de vue dont plus personne ne veut, mais qui de ce fait nous font voir le profil des vérités acquises. Un livre du Second Empire va nous servir d'exemple; il porte d'ailleurs sur la Presse et sur son manque de regards croisés; et y répond – sans le savoir – «à l'américaine». L'auteur – un certain Loyau de



Boris Engelson, responsable de la Commission éthique.

Lacy – ne se trouve plus dans les notices en ligne, sinon par les avis de bouquinistes qui vendent tel ou tel titre. Cet homme de lettres est nul doute «réac» et fervent catho; ce n'est pas mon cas, mais j'ai été baba par son double regard, restes sans doute du «thèse... antithèse... synthèse» des écoles de jadis. Ô, ce n'est pas de l'objectivité telle qu'on la célèbre chez Thucydide, car elle a bien pour fin de mettre en pièces (c'est le mot: on est dans du roman ou du théâtre) le point de vue laïc. Mais pour ce faire, Loyau de Lacy fait parler – lors de causeries littéraires – d'autres fervents: ceux de la République, du socialisme de Saint-Simon, et surtout, de *La Presse*, quotidien qui alors – selon Lacy – fait la pluie et le beau temps en France. Pour ma part, je ne pensais pas qu'à l'époque, des grenouilles de bénitier mettraient tout de même noir sur blanc les griefs que les «progressistes» adressaient à l'obscurantisme clérical. Si on reste catholique après avoir lu ses œuvres, c'est vraiment que – comme lui – on a la foi du charbonnier... ou du connétable.

## Guillaume Tell Fut-il éthique ?

Assez pour les principes sur la neutralité, l'objectivité, l'honnêteté... Revenons aux cas de l'Ukraine et de Gaza. Une fois qu'on a dit que la Russie commet une agression... bafoue la liberté d'un peuple... on a dit vrai mais on n'a pas tout dit. Mais si on dit à l'inverse que l'Ukraine fut province russe... que les villes du Donbass sont peuplées de Russes... que les Accords de Minsk ont été trahis par l'Otan... on a aussi dit vrai mais on n'a pas tout dit non plus. Pour l'instant, j'en suis à suivre des cours d'experts à l'Uni et à lire une Histoire de la Russie écrite au XVIII<sup>e</sup> siècle... et plus j'en sais, moins je peux juger. Pour ma part, je m'en tiens à un critère simple, voire simplet: à Chicago, à Oslo, à Sapporo et même à Marseille, on peut étudier dans les universités et discuter dans les médias les questions qui gênent, mais pas à Moscou et chaque jour moins à Delhi. C'est un critère qui n'est peut-être pas éternel pour un historien, mais c'est sans doute ça «l'éthique médiatique».

## Les grandes douleurs sont muettes

De même pour le Proche Orient: que le Hamas soit absolutiste est vrai...

que les Arabes d'Israël ont plus de droits que dans bien des pays arabes, c'est aussi en partie vrai... que les torts d'Israël s'étalent jusque sur les ondes de la radio de Tsahal est aussi vrai... que les soldats israéliens tuent en masse juste pour le plaisir est en grande partie faux... mais là non plus, on n'a pas tout dit. A l'inverse, que l'opinion majoritaire en Israël rêve de se débarrasser des Gazaouis est vrai... qu'une majorité des morts sous les bombes est faite de femmes et d'enfants est (semble-t-il) vrai... que dès sa fondation, le sionisme tint les Arabes pour menue monnaie est vrai. Mais il y a pis : chaque camp accuse l'autre d'un «deux poids, deux mesures»... mais dès qu'on parle du massacre de Deir Yassin ou Khan Younès d'un côté... de la mosquée al-Rawdah ou du drame au Soudan de l'autre... le ou la militant(e) enflammé(e) reste bouche bée au milieu d'une phrase. Un film vu au Festival du film oriental – «Les voisins» – raconte certains de ces non-dits.

### La science est trop vraie pour être laissée à «ceux qui savent»

Voilà: cette année, donc, l'actualité a pris le dessus en éthique médiatique, alors que l'éthique demande souvent du recul et se cache dans les recoins les moins clairs. Pour quelqu'un qui – comme le soussigné – a fait une partie de sa vie dans la presse technique, des phrases comme «la physique des particules ne traite pas de particules» (lâchée lors d'un débat sur science et art) en dit plus long que tous les communiqués

du Cern. A l'inverse, «il y a des questions qui restent ouvertes, mais d'autres qui sont réglées une fois pour toutes: dire que le Front Populaire, c'est la guerre civile, c'est archi faux»... cette affirmation sans appel d'un historien progressiste à un récent colloque condamne par avance les auteurs espagnols de livres «révisionnistes»: on peut être ému par ce «pas touche à mon progrès», mais le temps est venu de toutes les révisions, même pour les réfuter.

### Vérité qui dérange... les gens bien

Finissons sur cette affaire inattendue: l'Abbé Pierre, icône des bonnes causes, dénoncé à titre posthume comme un violeur! Mais était-ce si inattendu? Depuis des lustres, «Tout le monde sait à l'Hospice Général qu'Emmaüs disjonct!» (au point qu'Emmaüs Romandie avait dû exclure Emmaüs Genève); mais «N'essayez pas d'en parler dans la presse: vous auriez la Fondation Wilsdorf et son redoutable Me Mottu sur le dos!». Le journaliste modèle Jean-Philippe Rapp – qui, comme nombre d'étoiles du petit écran faisait aussi œuvre de conseil en comm' – a fini par rendre son tablier à Emmaüs sans vouloir en parler. Etonnant que la Cour des comptes – qui pose sans cesse en statue de la Pureté – n'ait jamais traité ce dossier.

**Boris Engelson**  
Responsable de la Commission éthique

# La baisse des membres ralentit

## Résumé du rapport du président sur le thème d'actualité.

La baisse du nombre des membres se poursuit, elle ralentit toutefois. La situation générale de la presse l'explique. Le président a annoncé que ch-media se donnait pour objectif de mieux se faire connaître, de se rapprocher d'autres associations qui ont demandé d'examiner les possibilités de collaboration, ou d'autres formes de partenariat. Le comité s'interroge également sur la variété des personnes qui font de l'information de type journalistique et qui pourraient être associées.

Le président a consacré une partie de son discours à l'actualité. Les incursions de plus en plus nombreuses de l'IA (Intelligence Artificielle) dans notre vie posent des questions. Déjà, des robots interagissent dans des établissements pour personnes âgées en Extrême-Orient, parfois dans des lieux accueillant des enfants. Les métiers de traduction paraissent en voie de disparition. Les voix des acteurs, synthétisées, sont reprises dans d'autres langues que la leur, sans intervention humaine, d'où des protestations des professionnels du doublage. Dans la santé, les diagnostics des machines sont en compétition avec le personnel médical. La question du coût se pose également: qui va payer pour ces technologies? Les géants connus paraissent les seuls à pouvoir assumer le développement de ces innovations. Elles demandent des ordinateurs de plus en plus puissants, des capacités de stockage immenses. Qui, au bout du



Le président Gil Egger lors de son rapport.

compte, les utilisera? Les IA fonctionneront avec les matériaux que nous mettrons à leur disposition. Ce sont, en fait, de gigantesques bases statistiques. Et l'on sait que cela ne met pas à l'abri des errements, des fausses interprétations.

Pour reprendre le domaine de la santé, une intégration de l'intelligence artificielle passera forcément par un contrôle renforcé et des garde-fous sévères. Quel hôpital pourra se payer cette nouvelle manière de fonctionner? Sur le plan personnel, le fameux outil ChatGPT tente beaucoup d'utilisateurs. Une minorité accepte de payer. Voilà la limite. L'utilité se mesure à l'aune de la facture. L'humain a une qualité: ses défauts! Un commentateur bien chauvin qui hurle lorsque «son» équipe marque, qui fustige l'arbitre, cela ne se met pas dans des statistiques. Rendons à ces

machines ce qui leur appartient: l'efficacité. Gardons la lucidité de nos qualités humaines. Pour le journalisme, la question de l'immédiateté se pose: voir déborder une rivière, près de chez soi, sur une vidéo affichée sur le téléphone ne donne aucune information concrète et complète. Il reste de la place pour un métier épris de sérieux, de vérification et de vérité, a conclu le président.

**Gil Egger,**  
Président

# Tamedia supprime 290 postes et sacrifie la *Tribune de Genève*

**Nouvelle saignée dans la presse suisse. L'éditeur alémanique a annoncé le 28 août, la fermeture de deux centres d'impression, dont celui de Bussigny, et va prioriser 24 Heures pour la couverture médiatique en ligne de la Suisse romande. Son titre genevois passe au second plan. Les rédactions seront aussi touchées.**

Fermeture de deux centres d'impression à Bussigny et à Zurich et taille dans les effectifs des rédactions: Tamedia a annoncé le 27 août, supprimer au total 290 postes, dont 90 au sein de ses journaux. Aucun titre ne devrait a priori disparaître, mais le groupe va toutefois miser prioritairement sur 24 Heures en Suisse romande.

Filiale de TX Group, Tamedia a fait ces douloureuses annonces à Zurich, en présence de la directrice générale Jessica Peppel-Schulz et du directeur éditorial Simon Bärtschi. En poste depuis dix mois, la CEO allemande a indiqué avoir «passé toute l'entreprise au peigne fin pour construire un nouveau Tamedia, l'adapter au futur et gagner en efficacité sur le long terme».



Engagée il y a dix mois, pour redessiner Tamedia, Jessica Peppel-Schulz en est déjà à sa deuxième vague de licenciements.

## Cinquante postes en moins à Bussigny

A terme, le groupe devrait employer moins de 1200 personnes, contre 1400 actuellement. Le gros des suppressions d'emplois liées à cette

restructuration et à cette nouvelle stratégie se fera avec la fermeture des deux imprimeries, soit 200 postes.

Le centre d'impression de Lausanne à Bussigny (67 collaborateurs) qui existe depuis 1989, devrait fermer ses portes fin mars 2025. Environ 50 postes devraient y être supprimés. Celui de Zurich (174 postes) suivra en 2026. Tamedia a justifié son choix par des «situations de surcapacité depuis plusieurs

années». Ils ont aujourd'hui un taux d'occupation compris entre 30% et un peu plus de 50%.

## «Tamedia veut tuer la *Tribune de Genève*»

Le message envoyé par l'éditeur est clair: «Tamedia veut tuer la *Tribune de Genève*.» C'est par ces mots forts que la rédaction de la «Julie» a réagi le 28 août dernier, à l'annonce de son éditeur. Au mieux, «la présence d'un onglet Genève perdurera sur le site de 24 Heures. Au pire, cela aboutira à la disparition pure et simple du principal journal local, fort d'une histoire plus que centenaire». «Entre les licenciements des dernières années, ceux à venir et l'absence d'annonce de tout investissement, la *Tribune de Genève* ne pourra que se muer en média alibi», souligne encore la rédaction du quotidien. «Cette logique ne peut mener qu'à la fermeture du titre, à plus ou moins brève échéance.»

«Ces suppressions de postes à répétition sont intolérables aux yeux des rédactions: le personnel paie systématiquement le fait que ses dirigeants naviguent à vue, sans réelle vision « ont écrit les rédactions romandes de Tamedia dans un communiqué commun, n'hésitant pas à parler d'une insulte à Genève». «Des titres se retrouvent en latence, sans perspective, comme la *Tribune de Genève*. Alors que son nombre d'abonnés est proportionnellement supérieur à celui du *Tages Anzeiger* et ne cesse de progresser, elle ne figure plus dans les priorités d'une direction de plus en plus éloignée de la Romandie.»

Et de se demander si Tamedia, au lieu «de laisser périr le titre, ne devrait pas envisager de le céder».

## Crainte de mesures aveugles

Le président de la Société des collaborateurs de 24 heures, Erwan Le Bec, a parlé lui «d'une journée noire pour la presse suisse et romande en particulier». «C'est une énorme indignation, un choc inédit, un coup de massue. On est révolté, on condamne fermement et on va s'opposer à ces coupes inhumaines qui s'apparentent à une destruction des rédactions et de la production des journaux», a-t-il réagi.

«Il y a une crainte que les mesures soient appliquées d'une manière aveugle, arbitraire et disproportionnée, en Suisse romande en particulier», affirme-t-il. «On voit avec beaucoup de méfiance ces nouveaux concepts de réorganisation. Aujourd'hui, on est inquiet pour tous les titres papiers et numériques», ajoute-t-il. «Il s'agit d'un tournant radical qui va fragiliser la production des journaux papiers et leur diffusion.»

Et autant dire que l'ambiance est «très mauvaise» au sein des rédactions, selon lui. «Les gens sont abattus, indignés, révoltés», confie-t-il. Les assemblées générales des rédactions du 24 heures et de la *Tribune de Genève* vont décider de la suite des actions à mener.

«C'est un combat qui va être long et difficile, pour nos journaux, pour nos confrères et, au final pour nos lecteurs» conclut-il. *ats*

Mme Peppel-Schulz a indiqué que Tamedia allait désormais se concentrer sur sa seule imprimerie de Berne (187 postes actuellement), qui sera agrandie. Ce centre aura suffisamment de capacité pour imprimer les titres du groupe et répondre aux demandes des clients externes. Le choix s'est porté sur Berne en raison de sa position centrale en Suisse, a relevé la dirigeante.

Au niveau de ses titres, le plus grand groupe de médias privé de Suisse indique qu'il va miser sur «quatre marques fortes du futur» pour «réaliser sa croissance digitale»: *24 heures*, *Tages-Anzeiger*, *Berner Zeitung* et *Basler Zeitung*. La *Tribune de Genève*, aussi surnommée la «Julie», et le *Bund* sont en quelque sorte relégués au second plan, mais ne seront supprimés ni sur papier, ni sur internet, assure-t-on.

«Nous n'avons pas encore défini le plan exact», a affirmé Mme Peppel-Schulz, ajoutant qu'une phase de consultation devrait d'abord être menée dans les différentes rédactions. Interrogé, un porte-parole de Tamedia a précisé qu'elle «sera probablement lancée dès la deuxième moitié du mois de septembre, durant environ trois semaines. La communication relative aux licenciements interviendra durant le mois d'octobre 2024»

Seule certitude donc à ce stade pour la Suisse romande: *24 heures* deviendra le titre phare de l'Arc lémanique. «A ce jour, nous ne savons pas encore s'il y aura, par exemple, une seule ou deux rédactions entre Lausanne et Genève», a dit M. Bärtschi. Toutes les marques «print» de Tamedia continueront d'exister, ont insisté les deux dirigeants. *Le Matin Dimanche*, également en main de Tamedia, subsiste donc aussi.

### Plans sociaux

Des restructurations sont toutefois prévues au sein de ces différentes rédactions, et non des moindres. Tamedia supprimera «probablement 90 postes. Là encore, ses dirigeants n'ont pas voulu donner davantage d'information, ne précisant pas où, quand et comment ces postes seront biffés. Au niveau suisse, durant le premier semestre 2024, Tamedia était doté en moyenne de 620 postes de journalistes en équivalent plein temps, a précisé le groupe.

Pour les postes supprimés dans les imprimeries et les rédactions, des plans sociaux avec des possibilités de retraite anticipée vont être appliqués. Tamedia va aussi proposer «un accompagnement et des conseils personnalisés», ainsi qu'un soutien financier «pour des programmes de développement et de reconversion». Le coût total de la restructuration est chiffré à 29,9 millions de francs.

### Vives réactions

L'annonce de ces nouvelles stratégies et grosses restructurations a suscité une avalanche de vives réactions le jour même. Syndicats des médias, sociétés de rédacteurs, gouvernements cantonaux – dont celui de Berne – et partis politiques se sont montrés très critiques et inquiets.

Syndicom a «sévèrement critiqué le licenciement collectif». Il demande à Tamedia de revoir sa stratégie d'entreprise, de conserver les imprimeries et de préserver autant d'emplois que possible. Le plan social doit également être amélioré. Impressum dénonce pour sa part une décision «catastrophique et démesurée», alors que les titres du groupe sont globalement rentables. Il demande un moratoire sur les licenciements pendant plusieurs années.

Les Etats de Vaud et Genève ont respectivement exprimé leur «vive inquiétude» et «consternation». Il craignent un «appauvrissement» de la presse romande.



## Une menace pour le bien commun

La presse helvétique est chahutée depuis plusieurs années déjà, mais, cette fois, le séisme atteint une ampleur inédite. En annonçant la suppression de 290 emplois sur les 1400 que compte la société, le géant Tamedia montre qu'il ne croit plus réellement en l'avenir des journaux imprimés sur du papier. De fait, la filiale de TX Group – ce dernier, soit dit en passant, est plus rentable que jamais – va fermer ses centres d'impression de Bussigny, dès mars prochain, puis de Zurich en 2026. Estimant le secteur en surcapacité, elle concentre cette activité sur le seul centre de Berne, lequel hébergera tous ses titres, ainsi que ceux de ses clients, dont *La Liberté*, qui y est imprimée depuis 2015.

Quelque 200 postes seront biffés dans cette opération. Tamedia va encore effacer 90 emplois dans ses différentes rédactions, qui sortent à peine d'une précédente restructuration. L'entreprise zurichoise compte déployer quatre médias phares sur le numérique, dont *24 heures* en Suisse romande. Ils ont vocation à devenir suprarégionaux. Elle semble laisser tomber la *Tribune de Genève*, dont on peut légitimement craindre la disparition à terme. Le coup est rude pour le canton du bout du lac, duquel déménagement également la RTS.

### La Fermeture des imprimeries de Bussigny et de Zurich pourrait précipiter la fin de certains titres

Cette réorganisation drastique de Tamedia aura un impact sur nombre de journaux helvétiques, imprimés sur ses presses. Notamment sur leur délai de bouclage. Car le centre de Berne, en admettant qu'il puisse tous les prendre en charge, ne pourra évidemment pas le faire en même temps en soirée. Et si les alternatives existent, elles ne sont pas nombreuses. La fermeture des imprimeries de Bussigny et de Zurich pourrait donc précipiter la fin de certains titres. Or ces derniers jouent un rôle essentiel dans la vie démocratique de leur région. Plutôt que de les laisser à leur triste sort, le monde politique a tout intérêt à préserver ces médias, qui sont autant de morceaux du bien commun. Pour cela, il faut consentir à les aider.

François Mauron  
La Liberté – 28 août 2024

# La Région rachetée par un investisseur d'Yverdon-les-Bains

L'homme d'affaires Jean-Claude Vagnières va injecter des fonds pour stabiliser le journal. Son fondateur, Isidore Raposo, reprend la direction.

L'info était dans toutes les boîtes aux lettres du Nord vaudois. L'édition tous-ménages du quotidien *La Région* du 30 mai dernier annonce son changement de propriétaire, effectif au 1<sup>er</sup> juin 2024. L'Yverdonnois Jean-Claude Vagnières est l'actionnaire majoritaire de La Région hebdo SA, associé à d'autres investisseurs. Les propriétaires historiques du titre fondé en 2006 à Yverdon-les-Bains, Philippe Dubath et Olivier Blanc ont cédé toutes leurs parts.

«Je suis très proche de notre région, j'aime la presse et l'écriture. Je sais que la situation économique n'est pas du gâteau dans le secteur, mais j'ai fait ça toute ma vie affronter des challenges et remonter des entreprises», justifie l'homme d'affaires. Il avait acquis quelques actions au lancement du quotidien, avant de les céder.

Jean-Claude Vagnières a récemment vendu l'Hôtel La Prairie après avoir passé dix ans à redynamiser l'établissement de l'avenue des Bains d'Yverdon. Disposant d'un capital, l'octogénaire, ancien patron d'Alcatel Suisse devenu Nexans, assure avoir «saisi sa chance» et fait une offre.

## Augmentation de capital

Face à l'érosion du lectorat et de la publicité *La Région* avait engagé une politique d'économie en interne, dans un contexte de départ de journaliste aujourd'hui remplacé. «La situation économique est fragile et implique d'investir pour pérenniser l'activité», relève Jean-Claude



Vagnières. Le nouvel actionnariat va injecter «quelques centaines de milliers de francs» au capital. Il entend adapter le journal à la transition numérique et renforcer sa présence sur le territoire.

«C'est une émotion de passer la main et un certain soulagement pour les collaborateurs que j'apprécie, ainsi que pour les abonnés, de savoir que la stabilité du journal est assurée pour ses prochaines années. C'est difficile de trouver mieux», commente Olivier Blanc.

## Isidore Raposo à la direction

Tout frais septuagénaire, le fondateur du journal s'apprêtait à prendre sa retraite au mois de juin. Mais Isidore Raposo reprend finalement du service pour assumer la direction et la rédaction en chef d'une équipe d'une quinzaine de personnes, dont sept journalistes. C'était une

condition du repreneur, formulée un mois auparavant.

«Je suis reparti aussi peu de temps que possible et aussi longtemps que nécessaire, explique-t-il en reprenant le célèbre formule d'Alain Berset. Mon engagement sera à la hauteur de l'opération, avec coeur et passion. Il faut étoffer la rédaction, reprendre le réseau de correspondants et trouver la personne qui pourra diriger le journal tout en étant capable de discuter avec la publicité.»

Fabien Lapierre – 24 heures

## EN BREF

### Médias

#### Des pistes pour renforcer la pertinence du journalisme

Le journalisme se trouve dans un processus de transformation fondamentale, dû notamment à la numérisation et aux changements technologiques. Pour éviter de perdre sa crédibilité et sa pertinence, la branche mise sur un renforcement des compétences médiatiques. La Commission fédérale des médias (COFEM) a présenté, le 5 août 2024, les conclusions des tables rondes organisées avec les représentants des médias. Elle relève que la branche fait face à d'importants défis liés à la numérisation et à l'intelligence artificielle (IA) et qui nécessitent des débats publics.

Les médias évaluent très différemment l'IA, note la COFEM. Celle-ci peut aider à optimiser les résultats, à augmenter l'efficacité et à personnaliser la diffusion des contenus. Mais elle comprend aussi des risques de manipulation et donc d'affaiblissement de la qualité.

Même ambivalence sur la question de la pertinence. Les uns craignent une perte de confiance due à la désinformation. Les autres notent que c'est en période de grande incertitude que les médias traditionnels gagnent la confiance.

ats

# Heidi.news classé 2<sup>e</sup> meilleur média de Suisse, après la NZZ

La qualité des articles de notre média, qui a célébré ses 5 ans cette année, a été évaluée par la Media Quality Association et trois instituts universitaires. Ils saluent «des articles de fond issus de recherches de haut niveau». Dans la catégorie «Médias populaires», l'édition romande du *Blick* mène le bal.

La Media Quality Association (lien en allemand) mesure depuis 2016 la qualité des médias suisses, en collaboration avec trois instituts universitaires: la Haute école de Lucerne, le Centre de recherche opinion publique et société (fög) de l'Université de Zurich et l'Université de Fribourg. L'édition 2024, rendue publique le 13 septembre, place sans surprise le grand quotidien alémanique *NZZ* (821 salariés) en tête de sa catégorie principale, avec 79,1 points.

En seconde position vient... *Heidi.news* (5 salariés), avec 76,8 points, devant tous les autres journaux et sites d'information romands et alémaniques. Deux axes sont pris en considération: la qualité de l'information mesurée par un panel d'experts, et la qualité perçue par les lecteurs. Le magazine en ligne zurichois *Republik*, avec lequel *Heidi.news* avait produit en 2020 l'enquête Tamedia Papers, arrive en tête dans la perception par le public, mais *Heidi.news* le dépasse dans le classement des experts.

## «Une bouffée d'air frais»

Commentaire de la Media Quality Association: «Les magazines en ligne *Heidi.news* à Genève et *Republik* à Zurich apportent une bouffée d'air frais dans le paysage médiatique. Tous deux s'appuient sur des articles de fond issus de recherches de haut niveau dans les domaines de la politique, de l'économie, de la société et de la culture. Ils sont de grande qualité et atteignent immédiatement les deuxième et troisième places du classement.»

*Heidi.news* est un média suisse indépendant, sans publicité et qui ne vit que de ses lecteurs et a célébré cette année son 5<sup>e</sup> anniversaire. En 2021, il a été racheté par *Le Temps* (4<sup>e</sup> au classement principal) et s'est alors recentré sur les grands récits, enquêtes et feuilletons en plusieurs épisodes, appelés «Explorations». Plus d'une centaine sont en ligne. Chaque tri-

mestre, une Exploration fait l'objet d'une revue imprimée, envoyée aux abonnés et disponible sur le site ainsi qu'en librairie. Le dernier numéro, celui de septembre 2024, est un tour du monde des médias qui réussissent: «On a trouvé des journalistes heureux».

## Les critères d'évaluation

L'évaluation se fait sur un échantillon représentatif tiré des contenus publiés par chaque média. Pour le MQR-24, 17 241 contributions au total ont été codées et évaluées avec quatre indicateurs de mesure de qualité: la pertinence du sujet, la diversité des contenus, la hiérarchisation de l'information et le professionnalisme.

Dans la catégorie des «médias populaires» et gratuits, c'est l'édition romande du *Blick* qui atteint la première place, après trois ans d'existence. Dans la catégorie radio et télévision, les quatre premières places sont des émissions alémaniques. Puis vient le journal de *Léman Bleu*, devant le 12h45 et le 19h30 de la RTS.

[www.heidi.news](http://www.heidi.news)

Classement	qualité globale	comparé à 2022
Catégorie «Quotidiens et magazines online»		
1 Neue Zürcher Zeitung	79.1	-1.9
2 Heidi.news	76.8	
3 Republik-Magazin	76.5	
4 Le Temps	74.3	-3.3
5 Der Bund	72.9	2.2
6 Tages-Anzeiger	71.6	2.7
7 Berner Zeitung	69.0	3.1
8 Basler Zeitung	67.5	3.4
9 St. Galler Tagblatt	66.1	3.9
10 24 heures	65.0	-1.1
11 Luzerner Zeitung	64.8	2.4
12 Südostschweiz	64.1	3.1
13 Aargauer Zeitung	62.4	-1.2
14 Le Nouvelliste	62.2	2.6

## Plaque auto et gilet de sécurité



Gilet de sécurité  
Prix: CHF 25.- pièce

Même si elle ne donne pas le droit de jouer les pirates sur la route ou les squatteurs sur les trottoirs, la plaque auto est souvent très utile dans les grandes manifestations. Quant au gilet de sécurité, il est devenu obligatoire par ordre de police dans certaines rencontres sportives ou lors d'événements de grande envergure.

Ce matériel – réservé exclusivement aux rédactions et pour les membres RP, stagiaires et actifs non-RP – est à commander au secrétariat par courriel à l'adresse [info@ch-media.ch](mailto:info@ch-media.ch) ou SMS au numéro 079 230 73 19.



Plaque auto  
Prix: CHF 10.- pièce

# Admissions, radiations, décès...

... de mai 2024 à septembre 2024, le Comité a enregistré les mutations suivantes:

## Admissions

Gabriel DE SIENA Balerna, RP  
Lorraine FASLER, Troinex, RP  
Jean FRIEDRICH, Bassins, RP

## Transferts de catégorie

Fanny GRAF Nyon, de STA à NRP  
Gabriel LADO Yverdon-les-Bains, de NRP à RP  
Juan PASTOR Grandson, de RP à ASS

## Démissions

Olivier BEROUD Lully, RP  
Sylvana RASCHKE DELLA CHIESA Lugano, RP

RP: Actif RP (BR) - STA: StagiaireNRP: Actif non-RP (ohne BR) - ASS: Associé-passif

## Un conseil juridique?

Adressez-vous à nos conseillers juridiques

Prenez contact avec le secrétariat qui vous dirigera auprès  
d'un des avocats conseils de l'association.

case postale 17, 1422 grandson - tél: 079 230 73 19 - courriel: info@ch-media.ch

# www.ch-media.ch

## LE COMITÉ, LES COMMISSIONS...

### COMITÉ (BUREAU)

#### Président

Gil EGGER  
rte Buchillon 17, 1162 St-Prex  
portable: 076 567 47 40  
gil.egger@gmail.com

#### Vice-président

Rémy GILLIAND  
route de Bussy 3  
1530 Payerne  
remy.gilliand@bluewin.ch

#### Caissier

Jean-Hugues SCHULÉ  
rue de Félice 12  
1400 Yverdon-les-Bains  
namjhs@bluemail.ch

#### Secrétaire général

Francesco DI FRANCO  
case postale 17  
1422 Grandson  
tél: 079 230 73 19  
info@ch-media.ch

### COMITÉ (MEMBRES)

Jonas FOLLONIER  
ruelle Vaucher 17  
2000 Neuchâtel  
jonas.follonier@leregardlibre.com

Philippe JUNG  
la Malcôte 15K, 2954 Asuel  
phil@photos-people.ch

Michel PILET  
av. du Château 29, 1008 Prilly  
m.pilet@bluewin.ch

Dominique RAPPAZ  
ch. en Saugey 3  
1291 Commugny  
domrappaz@bluewin.ch

Giovanni GALLI  
via Bernasconi 9  
6833 Vacallo  
giga@ticino.com

Jérémy SEYDOUX  
Route des Jeunes 41B  
1227 Carouge  
jeremy.seydoux@lemanbleu.ch

### SEZIONE DELLA SVIZZERA ITALIANA

Presidente onorario  
Fabio PONTIGGIA

#### Contatto per la Svizzera italiana e Presidente della sezione

Giovanni GALLI  
via Bernasconi 9  
6833 Vacallo  
prof.: 091 960 31 31  
giga@ticino.com

### ADMINISTRATEUR-CONSEIL

M<sup>e</sup> Gloria Capt, D<sup>e</sup> en droit,  
avocate.  
Pour adresse: secrétariat général  
de ch-media

### COMMISSIONS...

#### - candidatures

Rémy GILLIAND  
Jean-Hugues SCHULÉ,  
Dominique RAPPAZ

#### - Fonds de solidarité

Jean-Hugues SCHULÉ

#### - journal, site internet

Francesco DI FRANCO,  
Jonas FOLLONIER

#### - Formation continue

Pierre-Henri BADEL,  
Francesco DI FRANCO

#### - éthique professionnelle

Boris ENGELSON

Le président et le secrétaire  
sont membres de toutes  
les commissions.

Président d'honneur:  
Jean-Marie REBER  
ancien Chancelier d'État  
Neuchâtel